

Le capital éternel ?

Pour Thomas Piketty, dans son ouvrage, *Le Capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013), deux pics inégalitaires sont observables depuis l'émergence des sociétés industrielles : l'Europe de la Belle Epoque, dominée par les rentiers balzaciens devenus capitalistes modernes, riches de leurs patrimoines et des revenus qu'ils en tirent ; les Etats-Unis d'aujourd'hui, moins obérés que l'Europe par le poids des patrimoines hérités, mais où les inégalités de revenus, tirées par les « supercadres », sont en passe de dépasser le sommet atteint à la fin des années 1920 (la décennie de la *Big Money*, romancée par John Dos Passos). Entre ces deux pics, un capitalisme moins inégalitaire, où s'affirme une « classe moyenne patrimoniale » : cette période aura-t-elle été une longue parenthèse, qui se ferme aujourd'hui devant l'inéluctable remontée des inégalités ?

Les inégalités, entre accumulation du capital et croissance

L'ouvrage de Thomas Piketty est nourri par une vaste base de données, la [World Top Incomes Database](#), résultat d'un projet international, qui croise les comptes nationaux avec les sources fiscales et successorales. Cette base offre des séries remontant jusqu'à trois siècles pour les grands pays industrialisés, moins riches pour les pays émergents. Il faut remercier l'auteur pour mettre à disposition [les annexes techniques](#) de son ouvrage. La distribution des patrimoines et des revenus est analysée par déciles, centiles, millimes : l'inégalité peut se concentrer aux extrêmes.

Le cadre analytique repose fondamentalement sur quatre variables et deux équations :

- Le patrimoine et le revenu d'un pays, et les distributions de ces deux agrégats entre personnes. Le patrimoine est la somme des capitaux possédés par une personne ou un pays, nette de leur dette : capitaux échangeables et valorisés sur un marché (terres agricoles, immobilier, actifs professionnels et financiers). Le capital humain est exclu, sauf dans le cas extrême de l'esclavage, auquel Piketty consacre un passage éclairant à propos des Etats-Unis au XIX^{ème} siècle.
- Une équation explicative égalise, à l'échelle d'un pays, le rapport patrimoine / revenu au rapport entre le taux d'épargne et le taux de croissance du revenu: elle ne prévaut qu'à long terme et peut être affectée, sur un horizon plus court, par des chocs divers (comme les bulles financières et leur éclatement). La seconde équation est comptable : la part des revenus du capital dans le revenu global résulte de l'application, à ce rapport patrimoine / revenu, du taux de rendement du capital.

Ce cadre est simple mais puissant. Il permet de comprendre pourquoi il n'est pas aisé de se passer de la croissance : l'accumulation du capital, qui résulte de l'épargne, fait peser sur la distribution des revenus le poids du patrimoine, souvent hérité, et du rendement qu'il réclame ; la croissance – celle conjointe de la population et du revenu par tête – est une force compensatrice qui réduit potentiellement les inégalités : elle permet aux nouvelles générations de bénéficier de la hausse des revenus et elle assure l'expansion des revenus du travail, dont la distribution est toujours moins inégalitaire que celle des patrimoines et des revenus du capital. C'est lorsque l'accumulation capitaliste, qui s'épanouit avec la révolution industrielle du XIX^e siècle, débouche, après quelques péripéties, sur une croissance forte et continue dans la seconde partie du XX^e siècle que la tendance inégalitaire inhérente au capitalisme est transitoirement renversée. La croissance est la réponse du capitalisme à la question sociale.

Cette correction égalitaire relève d'une dynamique fragile : elle dépend de la comparaison entre le taux de rendement du capital et le taux de croissance. Sur très longue période, le premier est presque toujours supérieur au second (au point que cette supériorité apparaisse quasiment chez

Piketty, de manière assez troublante, comme un invariant anthropologique depuis l'Antiquité, lié au pouvoir de celui qui dispose du capital). La seconde moitié du XX^e siècle et, avec le rattrapage des pays émergents, le début du XXI^e ont vu une inversion de ce rapport, du moins si on mesure le rendement du capital après impôt: cette inversion est de l'ordre de l'exception historique, suffisamment significative et longue pour changer le sort de plusieurs générations ; cette exception est destinée à s'éteindre si, pour un ensemble de facteurs structurels (la démographie, les limites du progrès technique, les contraintes environnementales), la croissance ralentit à long terme et si le capital retrouve son pouvoir de domination. La relance d'un monde inégalitaire est engagée par les tendances observables depuis les années 1980.

Guerres et politique

Les pays européens atteignent un sommet inégalitaire au cours de la Belle Epoque, lorsque les patrimoines bourgeois tirent pleinement profit de l'accumulation du capital réalisée depuis la Révolution industrielle : la valorisation du capital productif, immobilier et financier prend le relais de la propriété terrienne et le salariat est encore largement le prolétariat, dénué de patrimoine et aux salaires proches du niveau de subsistance. Le drame du XX^e siècle est que la correction de cette situation se fait d'abord sur un mode catastrophique, celui des deux guerres mondiales et de la crise des années 1930. Piketty suggère que guerres et crises deviennent un risque endogène dans un monde excessivement inégalitaire. C'est après la seconde guerre mondiale que des institutions publiques, notamment en matière fiscale, s'affirment avec suffisamment de cohérence pour domestiquer l'accumulation du capital : la croissance de l'époque développe une classe moyenne, capable d'épargner au cours de sa vie sans disposer au départ d'héritages importants.

Les changements de la première moitié du XX^e siècle réduisent considérablement le poids des patrimoines privés : destructions physiques par les guerres ; dévalorisation de capitaux par la grande crise ; perte des actifs coloniaux ; faible capacité d'épargne au long de l'entre-deux guerres ; appropriation publique d'entreprises privées. Le patrimoine global, qui représentait sept années de revenu national en France à la veille de la première guerre mondiale, n'en atteint plus que trois au milieu du siècle. La dynamique patrimoniale (l'effort d'épargne, rapporté à une croissance qui ralentit à partir des années 1970 et augmenté du redressement du prix des actifs) l'a fait remonter à six années aujourd'hui. Si on s'intéresse aux seuls patrimoines privés, les privatisations, à partir des années 1980, constituent un appoint notable à ce mouvement. La dette publique y contribue aussi puisque les créanciers privés deviennent détenteurs, en dernière instance, des actifs publics.

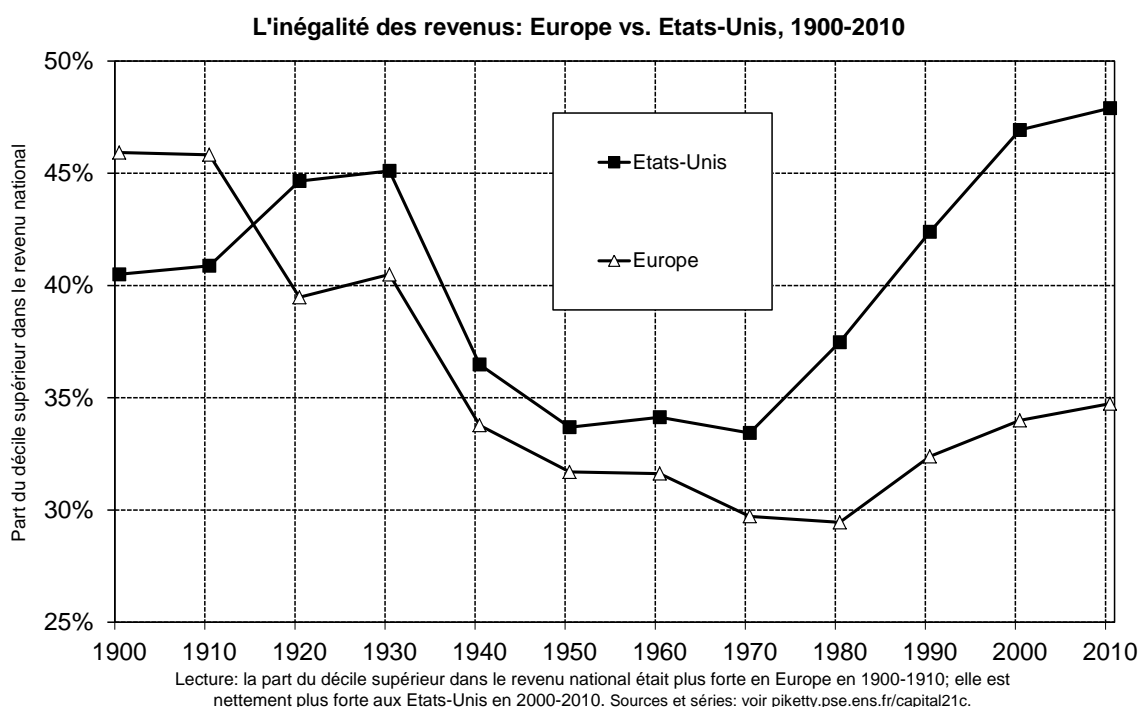
L'avenir inégalitaire ?

En Europe, la remontée des inégalités de revenus, depuis une trentaine d'années, est nette mais encore limitée (avec de sensibles différences d'un pays à l'autre): elle n'est pas telle que le niveau d'inégalités de la Belle Epoque soit en passe d'être retrouvé. Mais, comme l'indique la remontée du rapport global patrimoine / revenu, la capitalisation des patrimoines va de nouveau plus vite que la croissance des revenus, ce qui oriente durablement à la hausse les inégalités. Le retour en force de l'héritage et des donations soutient la transmission intergénérationnelle des inégalités : les baby-boomers des classes aisées et moyennes, dotés d'une appréciable capacité d'épargne, auront au moins rendu ce service à leurs enfants – si c'en est un ! [Le retour des héritiers](#) modifie le paysage social des sociétés européennes.

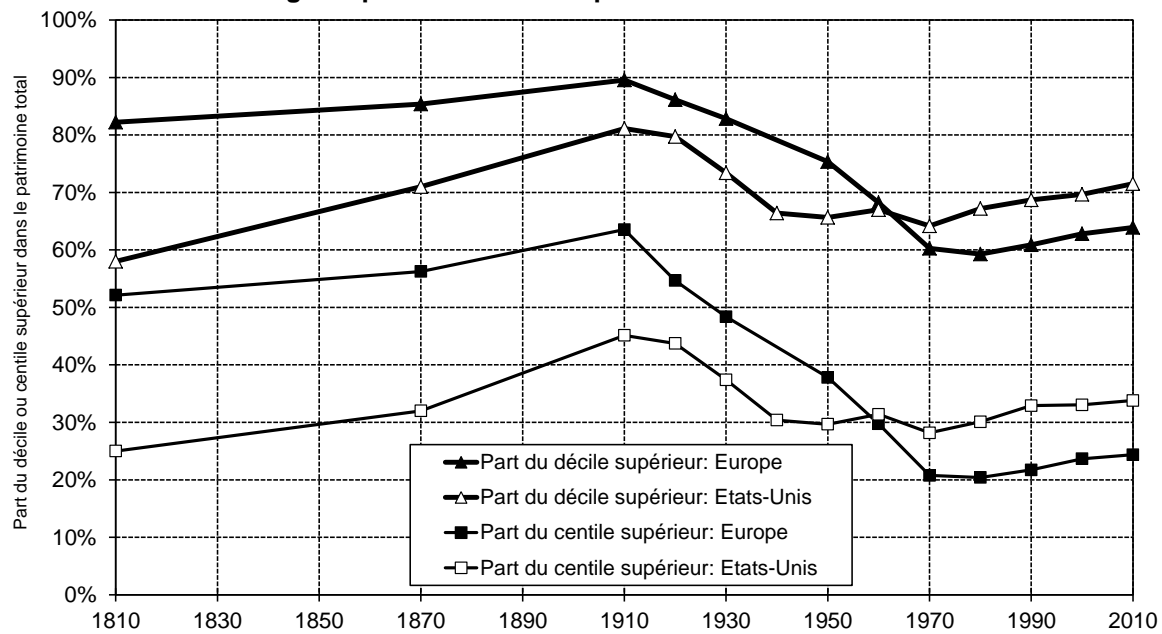
Les Etats-Unis n'ont pas la même histoire des inégalités que l'Europe (pour une comparaison simple entre Europe et Etats-Unis, voir les deux graphiques ci-dessous, issus de l'ouvrage de Piketty). Le rêve égalitaire américain a certes été défraîchi par la constitution précoce de puissances patrimoniales. Mais l'effet de la concentration patrimoniale a été contrebalancé par la relative continuité de la croissance américaine, qui ouvre davantage d'opportunités aux nouvelles générations. Les Etats-Unis

n'ont pas connu non plus une dévalorisation des patrimoines aussi catastrophique qu'en Europe sur la première moitié du XX^e siècle. En revanche, dans les années 1910-20 et de nouveau depuis les années 1980, ils connaissent une envolée explosive des inégalités de revenu : une faible minorité s'approprie une part toujours plus énorme du revenu national. Ce ne sont pas de purs rentiers puisque ces gens-là travaillent mais ils ont souvent un accès couplé aux très hauts revenus du travail comme du capital (sachant que certains de ces revenus, classés par Piketty dans ceux du travail, ont une nature ambiguë : bonus, primes, stock-options). L'auteur, qui aime bien les romans et peut-être aussi la BD, les baptise « supercadres » : leur sécession du salariat ordinaire constitue une dérive oligarchique de la méritocratie américaine. Cette dérive n'est pas réductible aux bulles financières, ni réversible avec leur éclatement : elle perdure au travers de la crise. Ce n'est pas une affaire intérieure américaine : elle participe aux déséquilibres mondiaux et contamine les comportements d'autres pays. Piketty en offre moult témoignages, y compris dans le cas des pays émergents.

La longue histoire retracée par Piketty montre qu'une telle trajectoire inégalitaire ne peut être contrée sans action publique résolue. Elle risque de se poursuivre pour configurer, au XXI^e siècle, un monde dangereux parce que d'une intensité inégalitaire inédite. L'auteur en vient logiquement à des propositions qui combinent les impositions progressives du revenu, du capital et des successions (y compris avec quelques dispositions confiscatoires à des fins dissuasives). L'imposition des revenus ne suffit pas car une large part du rendement du capital emprunte des voies, de la capitalisation à l'évasion, qui peuvent le faire échapper à cette imposition. Bien sûr, le cadre mondial est souhaitable pour bâtir une régulation fiscale qui tienne la route. Et là, c'est une autre histoire qui commence.



L'inégalité patrimoniale: Europe et Etats-Unis 1810-2010



Lecture: jusqu'au milieu du 20e siècle, les inégalités patrimoniales étaient plus fortes en Europe qu'aux Etats-Unis.

Sources et séries: voir piketty.pse.ens.fr/capital21c.